

# Fil d'actu RAEMH

## Juin 2022

<b>01 Tendances sur les routes</b>	<b>1</b>
Migrations internationales	1
Personnes déplacées	2
<b>02 Gestion des frontières</b>	<b>3</b>
Coopération internationale & Migrations	3
Surveillance - contrôle	3
Disparitions - Sauvetage	3
Expulsions - refoulements - retours	4
Enfermement - rétention	4
<b>3 Dans les pays « de destination »</b>	<b>5</b>
Protection	5
Intégration	6
<b>04 Contexte socio-politique - faits marquants</b>	<b>6</b>

*Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.*

# 01 Tendances sur les routes

## Migrations internationales

---

**Melilla** : dans la nuit du 24 juin, [tentative de passage inédite vers Melilla](#) par voie terrestre. Plus de 1000 personnes, au moins 23 personnes sont décédées (37 selon les associations), plus d'une centaine de blessés des 2 côtés. Parmi les victimes, de nombreux ressortissants du Soudan. Les militants dénoncent l'opacité de la gestion de la situation par les autorités marocaines et espagnoles, notamment pour l'identification des victimes, la détention et la mise en examen de plusieurs personnes suite au drame. L'ONU et l'Union Africaine exigent une enquête indépendante, l'UE est aussi pointée du doigt du fait de ses financements pour gérer les flux dans cette région. Quelques jours auparavant, les médias attiraient déjà l'attention sur des [incidents violents aux abords de Nador](#), préfigurant l'évènement. Des vagues d'arrestations violentes et des déplacements forcés de personnes ont également eu cours au mois de juin dans le sud, à [Laâyoune](#). La concomitance de ces événements dans les deux points de départ du pays est à mettre en perspective avec l'embellie diplomatique récente entre le Maroc et l'Espagne ([voir plus bas](#)).

**Italie** : sur l'île de Lampedusa, [les arrivées depuis les côtes tunisiennes et libyennes sont quotidiennes](#). Le centre de premier accueil héberge plus de 1.400 personnes pour une capacité d'accueil de 350. Les Tunisiens représentent la majorité des personnes arrivant sur l'île mais de nombreuses arrivées d'Égyptiens, de Syriens et de Soudanais ont été signalées.

**Cameroun / Tchad**: situation difficile des [réfugiés camerounais dans des camps au Tchad](#), ces personnes ayant fui leurs villages suite à des conflits violents entre éleveurs et pêcheurs.

**Sénégal** : En dix ans, le Sénégal a multiplié par six le nombre [d'étudiants inscrits issus de toute l'Afrique](#), poussés par les difficultés d'aller étudier en France et l'instabilité régionale, mais également grâce à une volonté politique du Sénégal d'accueillir ces jeunes.

**Mali** : l'OIM a soutient [un projet de sensibilisation et de prévention des jeunes à la migration irrégulière](#) via une compétition de slam

## Personnes déplacées

**Mozambique** : [nouvelles attaques](#) djihadistes dans le nord-est du pays, provoquant de nouveaux déplacements (10.000 personnes en une semaine). Depuis 2017, on décompterait environ 4 000 morts, et 800 000 personnes en fuite.

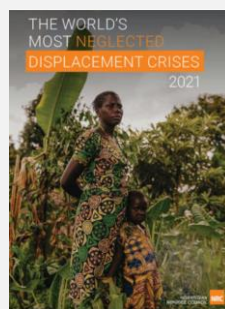
## JOURNEE MONDIALE DES PERSONNES REFUGIEES

[Communiqué de Caritas Europa](#) appelant l'UE à garantir des « *voies d'accès sûres, un accueil digne et un soutien à l'intégration pour toutes les personnes cherchant refuge dans l'UE, quel que soit leur pays d'origine* », se basant sur l'expérience récente pour répondre à la crise ukrainienne.

Le [HCR](#) rappelle que le nombre de personnes réfugiées (27,1 millions) et de personnes déplacées (53,2 millions) est encore en augmentation pour la dixième année consécutive, et que les besoins de protection dépassent les solutions disponibles.



Dans son [rapport portant sur la période 2022](#), l'ONG [Internal Displacement Monitoring Center \(IDMC\)](#), l'Éthiopie rest l'année 2021 a atteint des déplacé.e.s in chiffres record avec près de personnes) po 60 millions de personnes suivi de la déplacées dans le monde. personnes). D'autres pays de la corne de l'Afrique sont également très affectés, la sécheresse s'ajoutant au contexte de violence.



Selon un classement effectué par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), les [dix crises "les plus négligées" de déplacement de populations](#) se situent pour la première fois toutes en Afrique, à savoir : RDC,

Burkina Faso, [Cameroun](#), [Sud Soudan](#), Tchad, Mali, Soudan, Nigeria, Burundi, Éthiopie. Ce classement se fait suivant 3 critères : le manque de financement, d'implication politique et d'attention médiatique.

# 02 Gestion des frontières

## Coopération internationale & Migrations

**Espagne/Algérie/Maroc :** suite au rapprochement diplomatique de l'Espagne et du Maroc sur la question du Sahara<sup>1</sup>, l'Algérie a réagi en [suspendant le traité d'amitié qui la lie à l'Espagne](#) depuis 20 ans, affectant dans la foulée la coopération sur la question migratoire (conséquences sur les expulsions de ressortissants algériens depuis l'Espagne, l'octroi de visas, etc.). La nationalité algérienne est la première représentée parmi les arrivées irrégulières en Espagne.

## Surveillance - contrôle

**Royaume-Uni:** dans le cadre d'un projet pilote de 12 mois, les autorités apposeront des [bracelets électroniques](#) équipés de GPS à certaines personnes arrivées de façon irrégulière sur le territoire. Celles-ci devront régulièrement pointer dans un commissariat et pourront être soumises à un couvre-feu ou exclues de certains lieux. Tout manquement à cette obligation pourrait entraîner leur retour en détention ou des poursuites judiciaires.

**Schengen :** le [plan de réforme du code Schengen](#) approuvé par le Conseil de l'UE légitimera, s'il est approuvé par le Parlement, les contrôles au faciès au sein des frontières de l'UE, ainsi que les expulsions intra-européennes quand une personne ne disposera pas de documentation en règle.

**Frontière gréco-turque :** une enquête menée par plusieurs médias européens dévoile [l'enrôlement, par les autorités grecques, de personnes migrantes](#) dans des opérations de renvois d'autres personnes migrantes vers le territoire turque. En échange de cette macabre collaboration, seraient promis des documents de voyage, téléphones portables, vêtements volés aux personnes expulsées.




**Libye:** article interactif [analysant l'impact des politiques européennes dans les mouvements migratoires aux abords de la Libye](#) et expliquant les mécanismes de sauvetage/renvoi vers la Libye.

## Disparitions - Sauvetage

**France / Espagne:** [nouvelle victime retrouvée dans le fleuve Bidassoa](#), à la frontière franco-espagnole. En un an et demain, il s'agit de la dixième personnes morte en tentant de franchir la frontière.

**Frontière franco-italienne :** mobilisation de la société civile après que les autorités judiciaires aient [refusé de rouvrir l'enquête sur les](#)



**CICR**

Identification des personnes disparues en mer : interview d'un médecin légiste du CICR exposant le [processus d'identification des victimes](#) de naufrage et la recherche des personnes disparues. Pour en savoir plus sur l'action du CICR dans ce domaine, [cliquez ici](#).

<sup>1</sup> L'Espagne s'est publiquement déclarée favorable au plan d'autonomie marocaine du Sahara en mars dernier.

circonstances de la mort de Blessing Matthew survenue en 2018. L'association TOUS MIGRANTS voit dans cette décision « *un refus de faire la lumière sur une affaire mettant en cause les forces de l'ordre avec la circonstance que la victime est une exilée* ».

**Cimetière / Italie** : Dans un village du sud du pays, Caritas a appuyé la constitution d'un cimetière dédié aux 45 victimes d'un naufrage survenu en 2016. "Ce lieu doit être un signal fort donné aux institutions nationales et européennes : tout le monde a le droit de partir et nous avons tous le devoir de les accueillir", a insisté le prêtre Marco Pagnello.



Le HCR souligne dans une récente note d'analyse interactive ciblant la route de la Méditerranée centrale que si le nombre de traversées n'a pas cessé de baisser depuis le pic de 2015, le nombre de personnes mortes et disparues est en hausse.

## Expulsions - refoulements - retours

**Royaume-Uni/Rwanda/Nigeria**: le premier vol en direction de Kigali censé transporter 130 personnes entrées de façon irrégulière sur le territoire britannique (accord signé entre le Royaume Uni et le Rwanda en avril dernier<sup>2</sup>) a finalement été annulé à la dernière minute par une décision en urgence de la Cour européenne des droits de l'homme. De nombreuses critiques se sont élevées contre cette politique, notamment de la part du HCR et de l'Eglise anglicane. Communiqué du collectif Migreurop à consulter [ici](#).

Toujours dans le cadre de sa politique « anti-immigration », les autorités britanniques ont conclu un accord avec le Nigeria visant cette fois-ci l'expulsion des étrangers criminels vers le pays africain. L'accord avec le Nigeria favoriserait également "les intérêts économiques bilatéraux partagés".

**EJNA<sup>3</sup> / Ceuta** : saisi en deuxième instance, un tribunal espagnol a confirmé que le renvoi dans leur pays de mineurs marocains arrivés au printemps 2021 dans l'enclave espagnole de Ceuta ne s'était pas déroulé selon les procédures légales et pouvait donc être qualifié d'illégal.

## Enfermement - rétention

**Melilla**: Après le passage à tabac, le 25 mai, d'un migrant soudanais par des agents de sécurité du Centre d'Accueil Temporaire - CETI -, plusieurs exilés ont manifesté devant l'entrée du centre pour dénoncer les violences dont ils sont régulièrement victimes.

**Italie** : L'ordonnance encadrant les quarantaines effectuées à bord de navires en mer imposées aux migrants arrivant en Italie a expiré mardi 31 mai. Ce dispositif mis en place pendant la pandémie de Covid était très critiqué par des associations qui dénonçaient des violations en termes de droits humains.

<sup>2</sup> Dans le cadre de cet accord, les demandes d'asile déposées au Royaume Uni sont traitées au Rwanda et en cas d'aboutissement au statut de réfugié, les personnes resteraient au Rwanda, et non au Royaume Uni.

<sup>3</sup> Enfants et Jeunes Non Accompagné.e.s.

# 3 Dans les pays « de destination »

## Protection

---

### Séjour

---

**Tunisie/France:** tout comme pour le Maroc, les [ressortissants tunisiens peinent de plus en plus à obtenir des visas](#) pour la France. Si les autorités françaises justifient cette situation par un manque d'effectif et une hausse des demandes, plusieurs voix évoquent des obstacles délibérés à l'octroi des visas. La fréquence des refus oblige les personnes à entreprendre des démarches auprès d'autres pays européens plus conciliants.

**Ukraine/France :** des [étudiants étrangers jusqu'à présents établis en Ukraine](#) et qui se sont réfugiés en France se voient contraints de quitter le territoire. Les organisations dénoncent que « *Pour nombre d'entre eux, un retour dans leur pays d'origine mettrait en péril la continuité de leur parcours universitaire ou de leur vie professionnelle.* ». Ces mêmes organisations réclament que la protection temporaire accordée aux Ukrainiens soit élargie à cette catégorie de personnes.

**Espagne :** La justice espagnole a reconnu pour la première fois [la nationalité espagnole à une fillette de six ans née au Maroc pendant le transit migratoire de sa mère](#) camerounaise vers la péninsule, qui est arrivée en bateau après avoir accouché "sans l'aide du personnel médical" dans le pays du Maghreb. Le tribunal a adopté cette décision afin d'éviter que l'enfant ne "reste dans les limbes de l'apatridie",

**Allemagne :** dans le cadre d'un nouveau projet de loi, plus de 100.000 personnes détentrices d'une autorisation provisoire de séjour en Allemagne pour une période limitée pourraient faire l'objet d'une [campagne de régularisation](#) importante.

### Asile

---

**Côte d'Ivoire :** adoption d'un [projet de loi sur l'asile](#) visant à encadrer le statut des réfugiés qui arrivent dans le pays. Si la Constitution garantit déjà « le droit d'asile pour toute personne

persécutée en raison de ses convictions politiques, religieuses, philosophiques ou de son appartenance ethnique », aucune loi n'existait jusqu'à présent. Le nord du pays est actuellement confronté à l'arrivée de nouveaux réfugiés en provenance du Burkina Faso.

**Tunisie :** après plusieurs mois de [sit-in devant les bureaux du HCR à Tunis](#) pour réclamer un hébergement et l'évacuation du pays, mouvement de contestation a finalement pris fin, avec le relogement des centaines de réfugiés qui s'étaient établis aux abords des bureaux de l'agence onusienne.

**France :** la [dématérialisation des procédures d'asile](#), qui prétend réduire les délais de réponse aux demandes, pose de nombreux problèmes aux personnes maîtrisant mal la langue française et les outils numériques, et même plus largement.

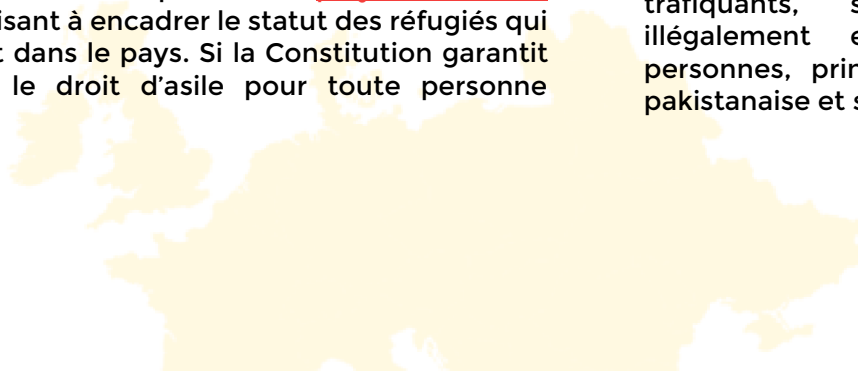
**HCR :** la conférence annuelle du HCR sur la réinstallation a été l'occasion de mettre en avant la [revendication que le prochain haut-commissaire du HCR](#) soit une personne ayant elle-même un vécu un parcours de réfugié.e. Affaire à suivre pour la prochaine élection courant 2023...

### Traite

---

**France :** plusieurs personnes ont été arrêtées, soupçonnées d'avoir [exploité des enfants étrangers non accompagnés](#) en leur fournissant des psychotropes tels que du Rivotril (un puissant antiépileptique ayant pour effet de désinhiber), pour les inciter ensuite à commettre des vols. Ces dernières années, des faits de délinquance perpétrés par ces enfants, provenant généralement du Maghreb, font l'objet de polémiques récurrentes en France.

**Europe :** [démantèlement d'un large réseau](#) de trafiquants, soupçonnés d'avoir fait venir illégalement en Europe environ 10.000 personnes, principalement d'origine afghane, pakistanaise et syrienne.



# Intégration

**Espagne** : mi-juin, un [campement de travailleurs étrangers a été ravagé par un incendie](#), dans le sud de l'Espagne. Cet incident tragique vient mettre en lumière une fois de plus les exécrables conditions de vie des travailleurs saisonniers, généralement en situation irrégulière, qui travaillent à la récolte des tomates et des fraises pour le marché européen. Les incendies sont fréquents dans ces camps. Pour se faire à manger, les habitants utilisent des bouteilles de gaz qui peuvent rapidement enflammer les abris en bois, en carton ou en plastique. Plusieurs initiatives ont été lancées pour trouver des alternatives à la constitution de ces bidonvilles, mais pour le moment les réponses d'hébergement restent bien en-deçà des besoins.



[EuroMed Droits a lancé une campagne, avec le mouvement CNCD-11.11.11](#), sur l'urgence à respecter les droits fondamentaux des travailleur.se.s migrant.e.s dans cette région de l'Espagne

**Portugal** : Le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) du Conseil de l'Europe s'inquiète de la [situation des travailleurs saisonniers](#) au Portugal (principalement originaires d'Inde) dans le secteur agricole et enjoint les autorités à prendre des mesures sérieuses pour contrer les risques de traite et améliorer l'identification des victimes. Selon le GRETA, le Portugal est connu pour être un pays de "destination" mais aussi d'origine et de transit de personnes victimes de traite.

**Italie** : afin de pallier le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activité économique, la Ministre de l'Intérieure italienne a annoncé une [augmentation des quotas d'immigration](#) légale. Cette initiative visera les demandeurs d'asile et les réfugiés, les mineurs non accompagnés en passe de devenir majeur et les anciens mineurs isolés pris en charge en Italie et ayant déjà atteint la majorité.

**France** : Pour répondre à la pénurie de main d'œuvre dans le secteur de l'hôtellerie et restauration, la France envisage le [recrutement de personnel dans des pays étrangers, notamment le Maroc et la Tunisie](#). Dans les pays d'origine, on reconnaît qu'il s'agit d'une opportunité tout en redoutant que cela ait un impact sur le secteur touristique dans ces pays également touristiques.

## 04 Contexte socio-politique - faits marquants

**Guinée** : malgré un récent appel de l'ONU et des protestations des partis politiques et de la société civile, la junte au pouvoir a déclaré que le [droit de manifester ne serait pas rétabli](#) tant que « *les garanties d'encadrement* » ne sont pas réunies.

**Mali** : une fois de plus, le Mali a été endeuillé en juin, après [l'attaque survenue dans la région de Bandiagara, dans le centre du pays](#), faisant plus de 132 victimes civiles. Une enquête sera ouverte par la MINUSMA<sup>4</sup> sur les circonstances de ce massacre, qui aurait été commis par les groupes armés dits extrémistes, en représailles à des

opérations militaires des Forces armées maliennes. La FIDH souligne que ce mode de punition collective intervient dans une zone où des accords locaux avaient été passés en février 2021, entre les populations et les groupes armés dits extrémistes : engagement de « non-agression » par les groupes armés en échange d'un engagement des habitant·es à ne pas dénoncer ces derniers aux autorités. La société civile sollicite une plus grande protection de l'Etat.

Après la [promulgation d'une nouvelle loi électorale](#) et quelques jours à peine après un

<sup>4</sup> Dont le [mandat vient d'être prolongé](#) d'une année, avec certaines réserves émises par les autorités maliennes

concernant l'autonomie de la Minusma sur le volet des droits humains.

sommet de la Cédéao<sup>5</sup>, [la junte qui gouverne le Mali s'est donnée jusqu'à mars 2024 avant de rendre le pouvoir aux civils](#), prévoyant pour octobre/novembre les élections législatives, et l'élection présidentielle en février 2024.

**Burkina Faso** : Suite à plusieurs [massacres dans le nord du pays](#), le président de la transition, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, a décidé [de créer deux « zones d'intérêt militaire » où toute « présence humaine est interdite »](#), dans le nord du pays, afin de lutter contre les violences djihadistes.

**Ghana** : préservé jusque-là, le Ghana s'inquiète de [la poussée des groupes terroristes](#) sahéliens par ses frontières avec le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, le nord du pays constituant une zone de repli idéale pour les groupes armés opérant dans les espaces transfrontaliers. [rapport du Centre Ouest Africain de lutte contre l'Extrémisme - WACCE- à consulter [ici](#)].

**Rwanda / RDC** : [vives tensions entre la RDC et le Rwanda](#), accusé de soutenir le Mouvement du 23-Mars (M23), un groupe armé issu d'une ancienne rébellion tutsi congolaise, qui a repris les armes fin 2021 malgré des accords de paix. Kigali nie toute implication. Tous les accords bilatéraux signés avec Kigali ont été suspendus, dont celui sur l'extraction d'une partie de l'or de l'est de la RDC.

**France** : Femme de chambre de profession et syndicaliste, Rachel Keke, Ivoirienne naturalisée française en 2015, a été [élue députée lors des dernières élections législatives](#). Son profil « atypique » pour la fonction de députée a été très médiatisé.

**Crise alimentaire en Afrique**: depuis le début du conflit en Ukraine, la hausse du prix des denrées alimentaires (notamment le blé et les fertilisants) sur le marché mondial fait craindre le pire sur le continent africain. Ainsi, le [Tchad](#) a décrété « l'urgence alimentaire », après avoir été privé de céréales en provenance d'Ukraine. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a annoncé, faute de financements suffisants, devoir [réduire l'aide distribuée en Afrique](#), les pays les plus touchés par cette baisse étant l'Éthiopie, le Kenya, le Soudan du Sud et l'Ouganda. Pour sa part, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a tenté d'obtenir le [soutien de l'Union Africaine en faveur de l'Ukraine](#), mais la position des pays africains sur le conflit, sous couvert de neutralité, reste floue.

Au contexte de politique internationale s'ajoute une terrible sécheresse qui s'abat notamment sur la Corne de l'Afrique. En [Somalie](#), le président Hassan Cheikh Mohamoud a appelé la diaspora et la communauté internationale à venir en aide à la population de son pays.

Pour réduire ses dépendances et faire face à la flambée des prix, le continent réfléchit à [investir davantage dans les cultures de céréales, racines et tubercules locaux](#) tels que le sorgho, le mil, le manioc ou l'igname.

**Travail des enfants**: à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants (12 juin), l'OIT et le Unicef estiment que [les conséquences de la crise sanitaire risquent de « pousser » encore « 9 millions d'enfants à travailler d'ici à la fin de 2022 »](#) dans le monde. Alors qu'il décline en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, le travail des enfants est en hausse en Afrique.

---

Sources média : Al Jazeera, Deutsche Well, El Diario (Espagne), France 24, InfoMigrants, Le Monde (France) ; Orient XXI, RFI, The Guardian, Studio Tamani (Mali), The New Humanitarian, - Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions: Caritas Europa, CICR, Euromed Droits, FIDH, HCR, ICIR, IDMC, Migreurop, NRC, OIM, PICUM, Plateforme Vivre Ensemble,

---

<sup>5</sup> Pour rappel, la Cédéao a imposé depuis février dernier des mesures sévères au Mali, pour forcer la junte au pouvoir à

présenter un calendrier « acceptable » de retour des civils au pouvoir.